

COMMISSION DE LA SANTÉ
PUBLIQUE, DE
L'ENVIRONNEMENT ET DU
RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

COMMISSIE VOOR DE
VOLKSGEZONDHEID, HET
LEEFMILIEU EN DE
MAATSCHAPPELIJKE
HERNIEUWING

du

van

MERCREDI 10 NOVEMBRE 2010

WOENSDAG 10 NOVEMBER 2010

Matin

Voormiddag

La discussion des questions est ouverte à 10 h 39 par M. Hans Bonte, président.

Le **président**: La question n° 449 de Mme Jadin est transformée en question écrite.

01 Question de Mme Colette Burgeon au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la dixième conférence mondiale sur la diversité biologique" (n° 481)

01.01 **Colette Burgeon** (PS): La dixième Conférence mondiale sur la diversité biologique, qui s'est tenue du 18 au 29 octobre à Nagoya (Japon), a réuni 193 nations. Trois thèmes étaient au menu de cette rencontre: réduire l'érosion de la biodiversité à l'horizon 2020, encadrer l'utilisation par les industries des ressources naturelles des pays pauvres et aider ces pays à protéger lesdites ressources.

Le deuxième point devrait se concrétiser par un protocole *Access and Benefit Sharing* (ABS ou accès et partage des avantages). Actuellement, plusieurs industries exploitent les ressources des pays où la nature est riche mais la population, pauvre. Or, les profits engrangés ne bénéficient jamais aux populations autochtones.

Lors de la précédente réunion (en 2002), les participants s'étaient engagés à parvenir pour 2010 à une réduction significative du rythme d'appauvrissement de la biodiversité.

Quel est le bilan des actions dans ce domaine? Alors que le taux d'extinction est aujourd'hui entre 50 et 500 fois celui attendu pour une biodiversité stable, quelles dispositions concrètes ont-elles été prises?

La conférence a-t-elle encadré juridiquement la manière dont les industries utilisent les ressources vivantes des pays pauvres? Comment aide-t-elle ces pays à protéger ces ressources? Quelle a été la position de la Belgique?

01.02 **Paul Magnette**, ministre (*en français*): La dixième Conférence des Parties à la Convention sur la biodiversité a adopté 47 décisions dont certaines sont cruciales pour la sauvegarde de la biodiversité.

Un paquet équilibré a été adopté, ce qui a démontré l'utilité du multilatéralisme, après la déception de la Conférence de Copenhague et avant le Sommet de Cancun.

Ce paquet contient trois éléments-clefs: un protocole à la Convention sur l'accès et le partage des avantages de l'utilisation des ressources génétiques, un plan stratégique 2011-2020 contenant des cibles et un calendrier précis et une stratégie de mobilisation des ressources financières à finaliser lors de la COP 11 en Inde.

Cette COP peut être considérée comme la plus fructueuse de la Convention sur la biodiversité. L'objectif 2010 approuvé lors du Sommet mondial sur le développement durable (Johannesburg, 2002) consistait en une réduction significative du rythme d'appauvrissement de la diversité biologique. Mais par manque d'indicateurs pertinents, il n'a pas été totalement atteint. Des lacunes et des défis demeurent: faible intégration sectorielle de la biodiversité, ressources financières internationales insuffisantes, faibles capacités des PVD à affronter les défis, et gestion des connaissances et de l'information à renforcer.

L'élément clef de la Conférence est le cadre juridique contraignant en matière d'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages de leur utilisation: le "protocole de Nagoya", qui sera ouvert aux signatures au siège de l'ONU à New York de 2011 à 2012. Cet accord contient des mécanismes financiers innovants. Si une partie au protocole bénéficie des ressources génétiques, elle devra partager les avantages avec le fournisseur.

La Belgique, en tant que présidente de l'Union européenne, devait préparer la position de l'Union. Notre délégation s'est assurée que les États membres parlent d'une seule voix et a défendu les positions européennes, œuvrant ainsi à l'accord final. Une experte de mon administration représente – pour deux ans – l'Union dans le bureau de la Convention, ce qui témoigne de la qualité de notre implication et de notre compétence.

01.03 Colette Burgeon (PS): Je vous félicite.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la circulaire relative à l'achat de bois et produits en bois (ou dérivés) et la signature d'une convention avec les secteurs bois et papier" (n° 612)

02.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Une circulaire aurait été rédigée pour préciser les exigences de certification lors de l'achat de bois par les autorités fédérales. Elle devrait être signée par l'ensemble du Conseil des ministres, mais vu le contexte actuel, ce dossier serait toujours en attente. Une convention aurait également été établie avec les secteurs du bois et du papier pour que ces derniers augmentent progressivement la part de produits certifiés sur le marché belge. Elle ne serait pas encore signée, sans doute à nouveau à cause de la situation politique actuelle. Pourriez-vous me donner davantage d'informations sur ces deux projets?

02.02 Paul Magnette, ministre (en français): La circulaire en question oblige toutes les institutions fédérales à n'utiliser dans le cadre de leurs achats que du bois en provenance de sources gérées durablement. Actualisée pour la dernière fois en 2006, j'ai souhaité l'évaluer. L'élaboration des nouveaux critères résulte d'une collaboration entre les Régions et le fédéral. Elle a quasiment abouti et sera soumise au Conseil des ministres dès qu'un gouvernement sera en place. Par ailleurs, un accord sectoriel a été conclu dans le but d'accroître l'offre de produits ligneux issus de forêts gérées durablement, d'une part, et d'informer les secteurs et le grand public, d'autre part.

Cet accord a été notifié à la Commission européenne en août 2010. Les États membres peuvent donc transmettre leurs commentaires jusqu'au 12 novembre 2010. Ensuite, je conclurai cet accord dans les plus brefs délais.

02.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Les forêts certifiées respectent l'environnement et les populations locales en bénéficient.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le règlement européen établissant les obligations des opérateurs qui mettent du bois et des produits dérivés sur le marché" (n° 613)

03.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Aujourd'hui, entre 20 et 40 % du bois exploité dans le monde est abattu de façon illégale. Il est nécessaire d'adopter une réglementation européenne. En juillet 2010, le Parlement européen a adopté un règlement établissant les obligations des opérateurs qui mettent du bois et des produits dérivés sur le marché. Le Conseil Compétitivité du 11 octobre dernier a entériné ce texte. Quel processus allez-vous mettre en place pour vérifier que nous n'importons pas de bois illégal?

03.02 Paul Magnette, ministre (*en français*): Le règlement entrera formellement en vigueur sous la présidence belge. Il reste à poursuivre la concertation avec les États membres et la Commission sur un certain nombre de détails de la mise en œuvre. Le règlement prévoit un délai de 27 mois.

Concernant la Belgique, c'est la loi du 21 décembre 1998 qui constituera la base légale pour le respect du règlement. Cela suppose en pratique que c'est le SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement qui assurera le rôle d'autorité compétente. Les services d'inspection du SPF Santé publique effectueront le contrôle des opérateurs de marché au niveau belge.

03.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Je suis étonnée que ce ne soit pas le SPF Économie qui soit concerné. Quels moyens seront-ils donnés aux services pour permettre la bonne application du règlement?

L'incident est clos.

04 Question de M. Damien Thiéry à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le contrôle des produits biocides par le Service inspection du SPF Santé publique" (n° 708)

04.01 Damien Thiéry (MR): La mise sur le marché et l'utilisation de produits biocides sont soumises à une réglementation stricte et un service d'inspection est chargé du contrôle.

Néanmoins, selon des vendeurs de produits chlorés destinés au traitement des piscines, certains fournisseurs mélangeraient des produits agréés avec des produits chinois non agréés. Ils estiment que cette situation pourrait se présenter en Belgique eu égard à des prix très bas pratiqués sur certains produits.

Vos services ont-ils eu connaissance de contrefaçons de produits chlorés sur le marché belge en provenance de l'étranger, plus particulièrement de Chine? Dans l'affirmative, les contrôles seront-ils renforcés?

04.02 Paul Magnette, ministre (*en français*): En 2008, le service d'inspection a effectué une septantaine de contrôles dans le secteur des piscines et aucune indication de la présence de contrefaçons provenant de Chine n'a été constatée. En 2010, une nouvelle série de contrôles de routine a confirmé ces résultats, mais le service d'inspection a prévu une campagne de contrôles spécifiques en 2011.

L'incident est clos.

Le **président**: Les questions n^{os} 742 et 743 de Mme Muylle sont reportées. La question n° 872 de M. Calvo est transformée, à sa demande, en question écrite.

La discussion des questions se termine à 10 h 58.

De behandeling van de vragen vangt aan om 10.39 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer Hans Bonte.

De **voorzitter**: Mevrouw Jadin heeft haar vraag nr. 449 omgezet in een schriftelijke vraag.

01 Vraag van mevrouw Colette Burgeon aan de minister van Klimaat en Energie over "de tiende wereldconferentie over de biodiversiteit" (nr. 481)

01.01 Colette Burgeon (PS): Van 18 tot en met 29 oktober werd in Nagoya (Japan) de tiende VN-

conferentie over biodiversiteit gehouden, waaraan 193 landen deelnamen. Er stonden drie thema's op de agenda: het verlies van biodiversiteit tegen 2020 beperken, een kader creëren voor het gebruik van de natuurlijke hulpbronnen van de arme landen door industrieën en de arme landen helpen hun natuurlijke hulpbronnen te beschermen.

Het tweede punt zou zijn beslag moeten krijgen in een zogeheten ABS-protocol (*Access and Benefit Sharing* of de toegang tot bronnen en de verdeling van de opbrengsten). Vandaag exploiteren diverse industrieën de natuurlijke hulpbronnen van de landen waar de natuur rijk is, maar de bevolking arm. De opgestreken winst komt echter nooit ten goede aan de autochtone bevolking.

Tijdens de vorige vergadering, in 2002, beloofden de deelnemers het biodiversiteitsverlies tegen 2010 beduidend af te remmen.

Welke balans maakt u op van de maatregelen op dat vlak? Er verdwijnen vandaag tussen 50 en 500 keer meer soorten dan wenselijk is met het oog op het behoud van de biodiversiteit. Welke concrete maatregelen werden er in het licht van die vaststelling genomen?

Zorgde de Conferentie voor rechtsregels in verband met het gebruik van levende rijkdommen van arme landen door de industrie? Hoe helpt ze die arme landen om hun levende rijkdommen te beschermen? Welk standpunt heeft België ingenomen?

01.02 Minister **Paul Magnette** (*Frans*): De tiende Conferentie van de Partijen bij de Conventie inzake Biologische Diversiteit keurde 47 beslissingen goed, waarvan sommige doorslaggevend zijn voor het behoud van de biodiversiteit.

Er werd een evenwichtig pakket maatregelen aangenomen, wat het nut van een multilaterale aanpak illustreert, na de ontgoochelende resultaten van de Conferentie van Kopenhagen en in het vooruitzicht van de top van Cancun.

Het pakket bevat drie sleutelementen: een protocol bij de Conventie over *Access and Benefit Sharing*, een strategisch plan 2011-2020 met duidelijke doelstellingen en een precieze timing en een strategie om de nodige financiële middelen vrij te maken, waaraan de laatste hand moet worden gelegd op de elfde Conferentie in India.

Die COP kan beschouwd worden als de meest succesvolle conferentie over het Verdrag inzake biologische diversiteit. Met Doelstelling 2010, goedgekeurd tijdens de Wereldtop over duurzame ontwikkeling (Johannesburg, 2002), werd er gestreefd naar een significante daling van het tempo waarin de biologische diversiteit verloren gaat. Wegens een gebrek aan relevante indicatoren werd die doelstelling echter niet volledig gehaald. Er zijn nog altijd leemten en uitdagingen: zwakke sectorale integratie van de biodiversiteit, ontoereikende internationale financiële middelen, zwak vermogen van de ontwikkelingslanden om uitdagingen het hoofd te bieden en de verbetering van het kennis- en informatiebeheer.

Het sleutelement van de Conferentie is het dwingend juridisch kader met betrekking tot de toegang tot genetische hulpbronnen en de verdeling van de baten die het gebruik ervan opleveren, het Nagoya-protocol genoemd. Het protocol zal van 2011 tot 2012 voor ondertekening worden opengesteld op de VN-zetel te New York. Dit akkoord bevat vernieuwende financiële mechanismen. Als een partij bij het protocol gebruik maakt van de genetische hulpbronnen, moet zij de baten delen met de aanbieder ervan.

België moest als voorzitter van de Europese Unie het standpunt van de Unie voorbereiden. Onze delegatie zag erop toe dat de lidstaten een gesloten front vormen en verdedigde de Europese standpunten. Zo konden zij een finaal akkoord bewerkstelligen. Een deskundige van mijn diensten vertegenwoordigt, gedurende twee jaar, de Unie in het bureau van de Conventie. Dat is een bewijs van de kwaliteit van ons optreden en onze competentie.

01.03 **Colette Burgeon** (*PS*): Bravo.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers aan de minister van Klimaat en Energie over "de rondzendbrief betreffende de aankoop van hout en houtproducten (of houtderivaten) en de ondertekening van een overeenkomst met de hout- en de papiersector" (nr. 612)

02.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Naar verluidt werd er een omzendbrief opgesteld om de certificeringsvereisten bij de aankoop van hout door de overheid te verduidelijken. Die zou ondertekend moeten worden door alle leden van de ministerraad, maar gelet op de huidige context, wacht dit dossier nog steeds op behandeling. Ook zou er een overeenkomst zijn ondertekend met de hout- en papiersector om die ertoe aan te zetten zijn aandeel van gecertificeerde producten op de Belgische markt geleidelijk op te trekken. Nog steeds volgens dezelfde bron is de overeenkomst nog niet ondertekend, wellicht vanwege dezelfde huidige politieke situatie. Kunt u me meer informatie geven over die twee aspecten?

02.02 Minister Paul Magnette (Frans): De omzendbrief in kwestie legt alle federale instellingen de verplichting op om bij aankoop van hout, enkel hout te kopen dat afkomstig is van duurzaam beheerde bronnen. Aangezien de omzendbrief voor het laatst bijgewerkt werd in 2006, was het naar mijn mening tijd voor een evaluatie. Het uitwerken van nieuwe criteria vloeit voort uit de samenwerking tussen de Gewesten en het federale niveau. Die fase is bijna rond en het resultaat zal worden voorgelegd aan de ministerraad zodra er een nieuwe regering is. Voorts werd een overeenkomst met de sector gesloten teneinde het aanbod van houtproducten uit duurzaam beheerde bossen te verhogen en de sectoren en het grote publiek te informeren.

Van dit akkoord werd in augustus 2010 kennisgegeven aan de Europese Commissie. De lidstaten kunnen hun opmerkingen dus tot 12 november 2010 verzenden. Daarna zal ik dit akkoord zo snel mogelijk zijn beslag geven.

02.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Gecertificeerde bossen zijn goed voor het milieu en komen ook de lokale bevolking ten goede.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers aan de minister van Klimaat en Energie over "de Europese verordening tot vaststelling van de verplichtingen van marktdeelnemers die hout en houtproducten op de markt brengen" (nr. 613)

03.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Vandaag wordt 20 à 40 procent van de geëxploiteerde bossen in de wereld illegaal gekapt. Europese regelgeving is geboden. In juli 2010 keurde het Europees Parlement een verordening goed waarin de verplichtingen van de marktdeelnemers die hout en houtproducten op de markt brengen, worden vastgesteld. De Raad Concurrentievermogen van 11 oktober jongstleden bekrachtigde die tekst. Welke procedure gaat u invoeren om te controleren of wij geen illegaal gekapt hout importeren?

03.02 Minister Paul Magnette (Frans): De verordening zal formeel in werking treden tijdens het Belgische EU-voorzitterschap. Het overleg met de lidstaten en de Commissie over een aantal bijzonderheden betreffende de uitvoering zal nog moeten worden voortgezet. De verordening voorziet daartoe in een termijn van 27 maanden.

In België vormt de wet van 21 december 1998 de wettelijke grondslag voor de naleving van de verordening. In de praktijk komt het erop neer dat de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu de rol van bevoegde autoriteit zal vervullen. De inspectiediensten van de FOD Volksgezondheid zullen toezicht houden op de marktdeelnemers op Belgisch niveau.

03.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Het verwondert me dat de FOD Economie niet over deze aangelegenheid gaat. Welke middelen zullen er aan de diensten worden toegekend opdat ze de correcte toepassing van die verordening zouden kunnen waarborgen?

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Damien Thiéry aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het toezicht op de biociden door de inspectiedienst van de FOD Volksgezondheid" (nr. 708)

04.01 Damien Thiéry (MR): De vermarkting en het gebruik van biociden zijn onderworpen aan een strikte reglementering en staan onder het toezicht van een inspectiedienst.

Volgens verkopers van chloorproducten voor het onderhoud van zwembaden zouden sommige leveranciers echter erkende producten mengen met niet-erkende producten uit China. Ze denken dat die praktijk ook in België kan voorkomen, aangezien sommige producten wel erg goedkoop worden verkocht.

Zijn uw diensten op de hoogte van de aanwezigheid van nagemaaakte chloorproducten uit het buitenland, meer bepaald uit China, op de Belgische markt? Zo ja, zullen de controles worden verscherpt?

04.02 Minister **Paul Magnette** (*Frans*): In 2008 heeft de inspectiedienst een zeventigtal controles in de zwembadsector uitgevoerd. Niets wees op de aanwezigheid van namaak uit China. In 2010 werden die resultaten bevestigd door een nieuwe reeks routinecontroles. Voor 2011 heeft de inspectiedienst een specifieke controlecampagne gepland.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De vragen nrs 742 en 743 van mevrouw Muylle worden uitgesteld. Vraag nr. 872 van de heer Calvo wordt op zijn verzoek omgezet in een schriftelijke vraag.

De bespreking van de vragen eindigt om 10.58 uur.